PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE SAINT VINCENT DE BOISSET

SÉANCE DU MARDI 09 SEPTEMBRE 2025

Convocation en date du 04 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le neuf septembre, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Hervé DAVAL, Maire.

Nombre de membres en exercice : 13

Étaient présents : Hervé DAVAL, Karine MATHEY, Jacques SERRAILLE, Patrick PEDRINI, Fabien FAMARCHI, Virginie CUOQ, Ingrid BEAUJEU, Lionel GIRAUD, Sonia DEVOUASSOUD, Sophie VACHOT et Éric FEUGÈRE.

Étaient absents : Pascale HOULÈS-THOMARAT et Loïc GILLET.

Pouvoir déposé : en application de l'article L2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mandant : Pascale HOULÈS-THOMARAT – **Mandataire :** Karine MATHEY

Secrétaire de séance : Virginie CUOQ

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte à 20h05. Il soumet au conseil municipal l'approbation du procès-verbal de la séance du 1er juillet 2025. Après quelques corrections orthographiques et fautes de frappe, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Avant de débuter l'ordre du jour, Monsieur le Maire fait le point sur les demandes d'urbanisme qui ont été instruites depuis le dernier conseil :

- Deux certificats d'urbanisme ont été reçus, l'un en vue d'une vente immobilière, l'autre sans connaître le motif.

- Huit déclarations préalables ont reçu un avis favorable : 4 portent sur des projets photovoltaïques, 2 sur un changement de fenêtres, 1 sur la création d'une fenêtre et la dernière sur la construction d'une piscine. Une déclaration préalable pour une terrasse a été accordée de manière tacite car le problème résidait uniquement sur l'utilisation d'un mauvais formulaire (déclaration préalable au lieu d'un permis de construire).

- Un permis de construire a été accordé pour un abri de voiture.

Concernant le personnel municipal, Monsieur le Maire indique qu'il a reçu, mi-août, l'agent du service technique dernièrement embauché qui lui a fait part de son souhait de quitter la collectivité, à compter du 1er décembre 2025, pour occuper des fonctions d'encadrant espaces verts au sein de l'ADAPEI. Monsieur le Maire ajoute qu'il a donné son accord pour réduire la durée du préavis et libérer l'agent au 1er décembre comme il le souhaite.

L'ordre du jour est abordé.

1. Compte-rendu des décisions prises par le Maire

Monsieur le Maire rappelle que toutes les décisions prises par le Maire en vertu des délégations qui lui ont été accordées par le conseil municipal font l'objet d'un rapport en conseil municipal.

Ainsi, Monsieur le Maire donne lecture des décisions qu'il a prises :

N° DM 2025-071 : Mairie – Ordinateur Secrétaire de mairie

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise PILLET HITECH sise 405 Route de Briennon 42 300 MABLY, pour la fourniture et l'installation d'un ordinateur fixe en remplacement de celui de la secrétaire de mairie qui sera réinitialisé, bénéficiera d'une migration forcée vers Windows 11 et d'une RAM 16 GO supplémentaire, pour être reventilé auprès de la directrice de l'école, pour un montant total négocié de 1 269,00 € HT, soit 1 522,80 € TTC.

N° DM 2025-072 : Magazine municipal – Édition Janvier 2026

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'imprimerie CHIRAT, 744 Route de Sainte Colombe 42540 SAINT JUST LA PENDUE, pour l'impression et la livraison de 500 exemplaires du magazine municipal de 24 pages édition janvier 2026, pour un montant total de 1 290 € HT, soit 1 419 € TTC.

N° DM 2025-073 : École – Circulateur chaudière

ANNULE ET REMPLACE DM2025-033 : *(Pour mémoire, coût chez autre fournisseur : 1 432 € TTC)*

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise MESTRE, sise 9 Boulevard Charles de Gaulle 42 120 LE COTEAU, pour la fourniture d'un circulateur du réseau de chauffage au rez-de-chaussée de l'école, pour un montant total de 707,41 € HT, soit 848,89 € TTC.

N° DM 2025-074 : École – Étanchéité et Zinguerie de l'abri de jardin de l'école

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise SERRAILLE, sise 4 rue Marcel EIZENBERG 42 300 ROANNE, pour la réalisation de l'étanchéité et la zinguerie de l'abri de jardin qui sera installé dans la cour du haut de l'école, pour un montant total de 1 248,75 € HT, soit 1 498,50 € TTC.

N° DM 2025-075 : Grange de la Chamary – Remplacement des gâches de portes

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise AU FORUM DU BÂTIMENT, sise 221 Route de Charlieu 42 300 ROANNE, pour la fourniture de 20 gâches galet et 8 gâches pêne pour remplacer celles des portes de la Grange de la Chamary, pour un montant total de 85 € HT, soit 102 € TTC.

N° DM 2025-076 : Bâtiments communaux – Contrôles règlementaires

Le Maire décide :

- D'approuver l'offre de l'organisme ALPES CONTRÔLES sis 22 rue des Aciéries 42 000 SAINT ETIENNE, pour la réalisation de l'ensemble des contrôles réglementaires des bâtiments communaux pour un montant total de 1 890 € HT, soit 2 268 € TTC, pour l'année 2026,
- De dire que le contrat est valable 3 ans.

N° DM 2025-077 : Bâtiments communaux – Plaques Sanitaires et Marqueurs installations Gaz

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise SIGNALS, sise 16 Avenue Bernard Moitessier 17 187 PÉRIGNY cedex, pour la fourniture et la livraison de 5 plaques sanitaires et 30 marqueurs de gaz naturel, pour un montant total négocié de 81,05 € HT, soit 97,26 € TTC.

N° DM 2025-078 : Renaturation de la cour de l'école – Plaque Subvention État

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise BARD sise 1329 Rue Louis MICHEL 42 153 RIORGES cedex, pour la fourniture d'une plaque de 60 cm x 60 cm, mentionnant le financement de l'État pour le projet de renaturation de la cour de l'école, pour un montant total de 35 € HT, soit 42 € TTC.

N° DM 2025-079 : École – 4 ventilateurs

Le Maire décide :

- D'approuver l'achat, auprès de l'enseigne BRICORAMA (société FLAORVANA) sise rue du Moulin Paillasson 42 300 ROANNE, de 4 ventilateurs de 40 cm de diamètre, sur pieds, qui seront laissés à disposition au sein de l'école, pour un montant total de 149,67 € HT, soit 179,60 € TTC.

N° DM 2025-080 : Mairie – Cartes de visite

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise NOVELIO, sise 28 Avenue de la Libération 42 120 LE COTEAU, pour la fourniture de 100 cartes de visite à l'effigie du Maire, pour un montant total de 39 € HT, soit 46,80 € TTC.

N° DM 2025-081 : Mairie – Fournitures administratives

Le Maire décide :

- De commander à l'entreprise BUROTECH, sise Avenue de l'Ile Brune 38 120 SAINT ÉGRÈVE, des fournitures administratives, pour un montant total de 102,11 € HT, soit 122,53 € TTC.

N° DM 2025-082 : École – Drainage abri de jardin Cour du haut

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise COMPTOIR DE LOCATION, sise 13 Avenue du Polygone 42 300 ROANNE, pour la location d'une mini-pelle pendant une journée afin de réaliser les travaux de drainage nécessaires autour de l'abri de jardin installé dans la cour du haut de l'école, pour un montant total remisé de 148,47 € HT, soit 178,15 € TTC.

N° DM 2025-083 : Salle des fêtes – Sonorisation Baie de rackage

Le Maire décide :

- D'approuver le devis d'AJB ÈVÈNEMENTS, sise 30 Boulevard Charles de Gaulle 42 120 LE COTEAU, pour la fourniture et l'installation d'une baie de rackage, d'un ventilateur pour rack, d'une unité de distribution et d'un double micro à la salle des fêtes, pour un montant total de 1 028,16 € HT, soit 1 233,80 € TTC.

N° DM 2025-084 : École – Renaturation de la cour du haut – Engazonnement en rouleau

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise EIFFAGE, sise 81 Chemin du Moulin Tampon 42 120 PERREUX, pour la fourniture et la pose de 305 m² de gazon en rouleau sur la cour du haut de l'école, pour un montant total de 3 965,00 € HT, soit 4 758,00 € TTC.

N° DM 2025-085 : Commune ambassadrice du don d'organes – Panneaux signalétiques

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de la société SIGNAUX GIROD sise 881 Route des Fontaines 39 400 BELLEFONTAINE, pour la fourniture de 3 panneaux rectangles en aluminium « Village ambassadeur du don d'organes », pour un montant total de 233,52 € HT, soit 280,22 € TTC.

N° DM 2025-086 : École – Bac à sable

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise SOGRAP, sise 1140 Allée Barlotti 42 720 VOUGY, pour la fourniture de 5,2 tonnes de sable 0/4 pour le bac de la cour de l'école, pour un montant total de 182 € HT, soit 218,40 € TTC.

N° DM 2025-087 : Service technique - Boulonneuse

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise AU FORUM DU BÂTIMENT sise 221 Route de Roanne 42 300 ROANNE, pour la fourniture d'une boulonneuse compatible avec les batteries des matériels déjà détenus par le service technique, pour un montant de 195,71 € HT, soit 234,85 € TTC.

N° DM 2025-088 : Salle des fêtes – Cendriers sur pied

Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise LUSINI sise 4 rue Icare 67 960 ENTZHEIM, pour la fourniture et la livraison de deux cendriers sur pied de marque ROSSIGNOL, modèle ARKEA, avec une contenance de 3 litres et d'un système de verrouillage sans clé, pour un montant total négocié de 316,70 € HT, soit 380,04 € TTC.

N° DM 2025-089 : Bibliothèque – Achat de livres

Le Maire décide :

- D'approuver l'achat de 28 livres auprès de la librairie Un monde à soi, sise 12 rue Charles de Gaulle 42 300 ROANNE, pour un montant total remisé de 430,92 € HT, soit 454,62 € TTC.

N° DM 2025-090 : Bibliothèque – Renouvellement abonnements Magazines J'aime lire et Images Doc

Le Maire décide :

- De souscrire un nouvel abonnement annuel aux magazines J'aime lire & Images Doc auprès de l'éditeur BAYARD Jeunesse sis 15 Boulevard Gabriel PERI 92 245 MALAKOFF Cedex, de septembre 2025 à août 2026, pour un montant total de 126 € TTC (56 € pour J'aime lire et 70 € pour Images Doc).

N° DM 2025-091 : Vie municipale – Acquisition d'un Gingko Biloba, arbre emblème en tant que village ambassadeur du don d'organes

Le Maire décide :

- D'approuver l'achat d'un arbre Gingko Biloba auprès des Pépinières et Jardins d'Aiguilly, sises 135 Allée Barlotti 42 720 VOUGY, pour un montant de 198 € TTC.

N° DM 2025-092 : Bâtiments communaux – Panneaux de coupure d'urgence Gaz

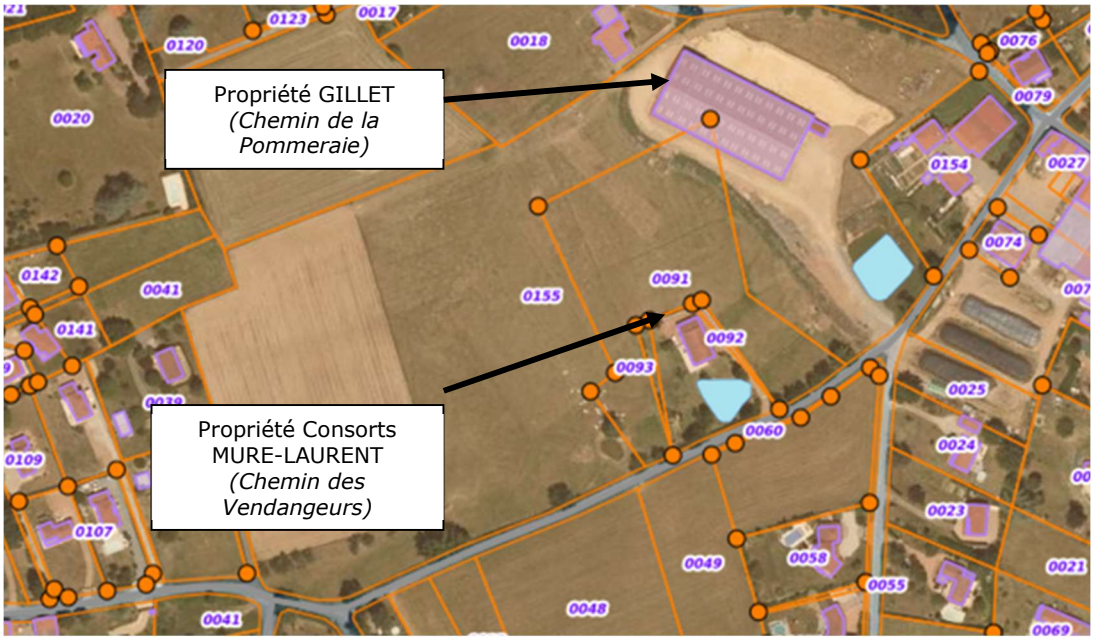
Le Maire décide :

- D'approuver le devis de l'entreprise BARD sise 1329 Rue Louis MICHEL 42 153 RIORGES cedex, pour la création de la maquette et la fourniture de 10 panneaux de coupure d'urgence de coupure de gaz pour équiper les vannes gaz extérieures de l'ensemble des bâtiments communaux et de la salle de sports intercommunale, pour un montant total de 200 € HT, soit 240 € TTC.

---

2. Protocole d'accord transactionnel entre la commune, les consorts MURE-LAURENT et Loïc GILLET

Monsieur le Maire expose qu'en date du 17 mai 2024, il a délivré à Loïc GILLET le permis de construire portant sur l'extension de son bâtiment agricole. Celui-ci respectait les prescriptions du Plan Local d'Urbanisme de la commune.



Le 10 juillet 2024, les consorts MURE-LAURENT ont demandé au Maire de retirer cette autorisation d'urbanisme considérant qu'en l'absence d'étude hydraulique, la suffisance du dimensionnement du bassin d'eaux pluviales n'avait pu être correctement appréciée et que l'actuel bassin n'offrait pas une surface de fond suffisante pour absorber les eaux supplémentaires générées par l'extension de la construction.

Considérant l'avis de la Roannaise de l'eau stipulant dans son arrêté, joint au permis de construire « que la gestion des eaux pluviales prenait en compte les prescriptions du zonage eaux pluviales de Roannaise de l'eau », Monsieur le Maire rejetait le recours gracieux et invitait les Consorts MURE-LAURENT et leur conseil à prendre rendez-vous avec lui pour éclairer sa décision et trouver, le cas échéant, des solutions acceptables. En retour, le permis déposé par la commune a été attaqué au Tribunal Administratif par les consorts MURE-LAURENT.

Le jugement devant intervenir entre 12 et 24 mois, et le projet agricole étant bloqué pendant cette période, Monsieur le Maire a réinitié un contact avec les consorts MURE-LAURENT pour tenter de faire évoluer favorablement la situation qui mettait en péril l'exploitation agricole de Loïc GILLET.

Le 8 juillet 2025, une rencontre tripartite entre les consorts MURE-LAURENT et leur conseil, Loïc GILLET et le Maire, a abouti à un protocole d'accord transactionnel :

- Loïc GILLET s'engage à réaliser un raccordement des eaux pluviales à un fossé qu'il réalisera et contournant la propriété des consorts MURE-LAURENT,
- La municipalité s'engage à rembourser les consorts MURE-LAURENT des dépenses engagées pour leur défense, soit 7 475,11 €, à faire réaliser un fossé le long du Chemin des Vendangeurs d'ici la fin de l'année et d'engager une étude qui définira une solution pérenne de gestion des eaux pluviales sur ce secteur de la commune,
- En contrepartie de quoi, les consorts MURE-LAURENT s'engagent à se désister de leur recours.

Ouï cet exposé, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 8 voix pour et 4 abstentions :

- **Approuve le protocole d'accord transactionnel avec les Consorts MURE-LAURENT et Loïc GILLET :**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

1) Madame Catherine MURE, domiciliée 267 chemin des Vendangeurs 42120 SAINT-VINCENT-DE-BOISSET

2) Monsieur Patrick LAURENT, domicilié 267 chemin des Vendangeurs 42120 SAINT-VINCENT-DE-BOISSET

Ci-après désignés « les consorts MURE-LAURENT »

D'une part,

ET :

Monsieur Loïc GILLET exploitant agricole domicilié, lieu-dit « La Place », 42120 SAINT-VINCENT-DE-BOISSET :

Ci-après désigné « Monsieur GILLET ».

D'autre part,

ET :

La Commune de SAINT-VINCENT-DE-BOISSET, située 135 route de la mairie, 42120 SAINT-VINCENT-DE-BOISSET, représentée par son maire en exercice Monsieur Hervé DAVAL, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 09 septembre 2025,

Enfin,

Ci-après désignées collectivement « Les parties »

<u>IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :</u>

1.- Monsieur Loïc GILLET a sollicité un permis de construire afin de réaliser l'extension d'un bâtiment agricole situé sur les parcelles cadastrées section AH n°155 et 91, lieu-dit « La Place », 42120 SAINT-VINCENT-DE-BOISSET :



<u>Extrait Géoportail</u>

Il ressort du dossier de permis de construire que l'extension serait située plus précisément sur la parcelle AH 155. Le tènement est classé en zone A par le Plan Local d'Urbanisme (ci-après PLU) de la Commune de SAINT-VINCENT-DE-BOISSET :



Extrait Géoportail de l'urbanisme

Il est également situé en zone sensible selon le plan de zonage pluvial de la Roannaise de l'eau :



Extrait Géoportail de l'urbanisme

Ce tènement est adjacent à la propriété de Madame MURE et de Monsieur LAURENT, laquelle est composée des parcelles cadastrées section AH n° 93, 86 et 92 :



La parcelle de Madame MURE et de Monsieur LAURENT se situe en aval de la partie de la parcelle AH 155 accueillant le bâtiment agricole et le bassin d'eaux pluviales.

2.- Par un arrêté en date du 17 mai 2024, le Maire de la Commune de SAINT-VINCENT-DE-BOISSET a délivré à Monsieur GILLET le permis de construire sollicité (ANNEXE 4).

3.- Par un recours gracieux du 10 juillet 2024, réceptionné en Mairie de SAINT-VINCENT-DE-BOISSET le 15 juillet courant, les consorts MURE-LAURENT ont demandé au Maire de retirer l'arrêté susvisé en tant qu'il est entaché d'illégalité.

La commune de SAINT-VINCENT-DE-BOISSET a rejeté expressément la demande de retrait des consorts MURE-LAURENT par un courrier circonstancié du 10 septembre 2024, réceptionné le 16 septembre 2024.

4.- Par une requête enregistrée au greffe du tribunal administratif de Lyon le 14 novembre 2024 sous le n°2411398, les consorts MURE-LAURENT demandaient au Tribunal administratif de LYON de bien vouloir annuler l'arrêté portant permis de construire au bénéfice de Monsieur Loïc GILLET, ainsi que la décision expresse de rejet prise sur recours

Les parties se sont rapprochées depuis lors et ont engagé ensemble des négociations en vue d'une résolution amiable du litige.

C'est dans ce contexte que le présent protocole d'accord a été rédigé.

<u>CECI AYANT ÉTÉ RAPPELÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :</u>

<u>ARTICLE 1</u> – OBJET

Le présent protocole d'accord transactionnel a pour objet de mettre fin, de manière définitive, au différend tel que visé au préambule, et pour ce faire, de définir les concessions et engagements réciproques pris par chacune des parties.

Dès exécution de leurs engagements tels que stipulés aux articles 2, 3 et 4 ci-après, les parties considèrent qu'elles ne seront plus redevables les unes envers les autres d'aucune créance, dette ni d'aucune obligation quelle qu'elle soit, au titre du différend plus avant exposé.

<u>ARTICLE 2</u> – ENGAGEMENTS DES CONSORTS MURE LAURENT

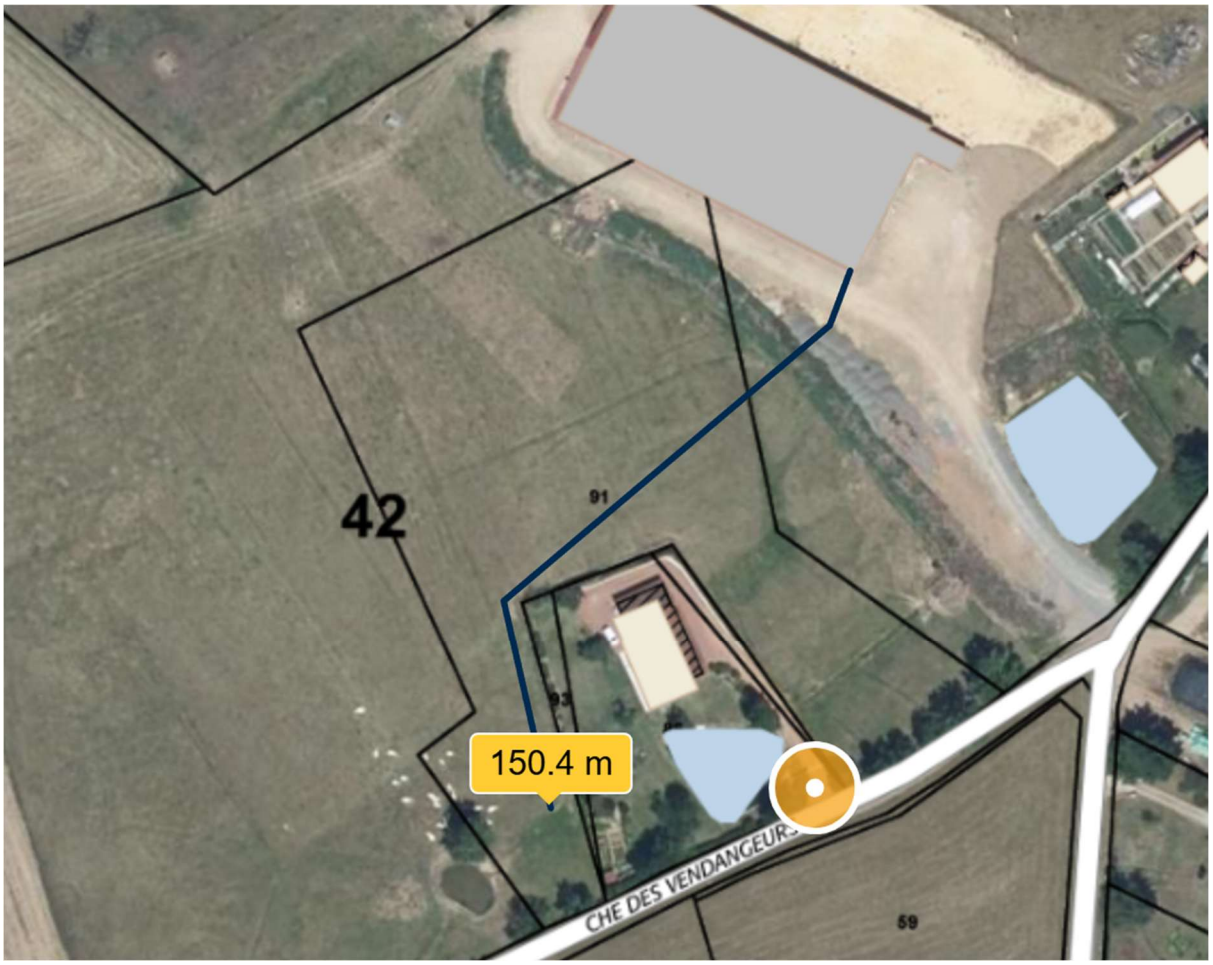
En contrepartie des engagements de Monsieur GILLET, tels que définis à l'article 3 ci-après et des engagements de la Commune figurant à l'article 4, et sous réserve du parfait respect de ceux-ci, les consorts MURE-LAURENT s'engagent à :

- ***Se désister purement et simplement de leur action et de leur instance dirigée contre l'arrêté de permis de construire n° PC 42294 24 R0001 en date du 17 mai 2024 portant permis de construire au bénéfice de Monsieur Loïc GILLET, ensemble la décision expresse de rejet du recours gracieux du 19 décembre 2023 en ce inclus leurs demandes formées au titre de l'article L761-1 du Code de justice administrative. Ce désistement devra intervenir dans un délai de 15 jours suivant la date à laquelle le permis de construire modificatif aura acquis un caractère définitif et purgé de tout recours. A cet égard, il appartiendra à Monsieur GILLET d'informer les consorts MURE-LAURENT de la date d'affichage sur le terrain du permis de construire modificatif à intervenir et de la date à laquelle ce dernier aura acquis un caractère définitif et purgé de tout recours.***
- ***Renoncer définitivement et irrévocablement à toutes réclamations, prétentions, instances et actions de quelque nature qu'elles soient à l'encontre de Monsieur GILLET au titre du différend plus avant exposé, sous réserve du respect des engagements pris par ce dernier et visés à l'article 3 du présent protocole ;***

<u>ARTICLE 3</u> – ENGAGEMENTS DE MONSIEUR GILLET

En contrepartie des engagements des consorts MURE-LAURENT tels que définis à l'article 2 ci-avant et des engagements de la Commune visés à l'article 4 et sous réserve du parfait respect de ceux-ci, Monsieur GILLET consent à :

- ***Déposer une demande de permis de construire modificatif dont l'objet sera de prévoir un raccordement des eaux pluviales de la stabulation existante et de celle qui doit être réalisée au titre du permis de construire attaqué, à un fossé profond qui contournera la propriété des consorts GILLET suivant le schéma de principe ci-après dessiné. Le permis devra préciser l'implantation du busage et du fossé ; ce dernier devant descendre le long de la parcelle appartenant à M. GILLET cadastrée section AH 155 puis AH 911 le long de la propriété MURE-LAURENT pour atteindre en ligne droite l'angle nord-ouest de la propriété MURE-LAURENT au-delà de la parcelle AH 93. Le fossé longerait ensuite du nord au sud la parcelle 93 des consorts MURE-LAURENT suivant le tracé de principe suivant :***



La notice du dossier de demande de permis de construire modificatif devra expressément préciser que les eaux pluviales des toitures ainsi collectées et induites dans le fossé à créer au moyen d'un busage ne seront plus acheminées vers le bassin d'orage existant.

- ***Réaliser un fossé d'une largeur minimale d'1m50 et d'une profondeur minimale de 0,80m.***
- ***Réaliser une clôture de part et d'autre du tracé du fossé afin d'éviter que les bovins ne puissent y accéder.***
- ***Maintenir en bon état de fonctionnement la clôture et le fossé en procédant à un curage régulier de ce dernier.***
- ***Accepter le désistement d'instance et d'action des consorts MURE-LAURENT et à renoncer au bénéfice des éventuelles conclusions reconventionnelles qui auraient pu être présentées au visa des articles L761-1 du Code de justice administrative.***

<u>ARTICLE 4</u> – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

En contrepartie des engagements des consorts MURE-LAURENT et de Monsieur GILLET tels que définis aux articles 2 et 3 des présentes et sous réserve du parfait respect de ceux-ci, la Commune consent à :

- ***Délivrer à Monsieur GILLET le permis de construire modificatif sollicité pour autant qu'il soit conforme dans son contenu aux termes de l'article 3 et sous réserve de l'avis favorable des services instructeurs de la Communauté d'agglomération du Grand Roanne.***
- ***Prendre en charge et rembourser aux consorts MURE-LAURENT le montant des dépenses engagées par ses derniers auprès du cabinet BLT DROIT PUBLIC pour les besoins de leur défense. A ce titre la commune versera aux Consorts MURE-LAURENT la somme de 7.475,11 € (sept-mille quatre-cent soixante-quinze euros et onze centimes).***
- ***Faire réaliser un fossé le long de la route communale bordant la parcelle des consorts MURE-LAURENT suivant le schéma de principe ci-après reproduit dans les 6 mois de la signature des présentes, sans préjudice d'une étude complète qui devra définir une solution pérenne de gestion des eaux pluviales dans ce secteur de la commune.***



<u>ARTICLE 5</u> – CLAUSE PÉNALE

Sans préjudice de tous recours en exécution des stipulations du protocole ou en responsabilité, Monsieur GILLET s'engage à verser la somme de 50.000 € (cinquante-mille euros), dans l'hypothèse où il procèderait à une reconnexion des eaux pluviales des deux bâtiments de stabulation au bassin d'orage ou qu'un défaut d'entretien des fossés entrainerait une inondation de la propriété des consorts MURE-LAURENT.

<u>ARTICLE 6</u> – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Dès après sa signature par l'ensemble des parties, le présent protocole d'accord transactionnel devra être exécuté dans l'ordre chronologique suivant :

1°) Dans les 30 jours suivant la signature du présent protocole, Monsieur GILLET s'engage à déposer en mairie le dossier de demande de permis modificatif visé à l'article 3 des présentes. Monsieur GILLET informera le conseil des consorts MURE-LAURENT de la date de dépôt en mairie.

2°) Dans les 15 jours suivant la notification de l'arrêté de permis de construire modificatif, Monsieur GILLET informera les consorts MURE-LAURENT de son obtention, de son affichage sur le terrain et de la date à laquelle ledit permis modificatif aura acquis un caractère définitif. Lorsque ce caractère définitif sera acquis, Monsieur GILLET fournira au conseil des consorts MURE-LAURENT une attestation de non-recours délivrée par le greffe du Tribunal administratif.

3°) Dans les 15 jours suivant la fourniture de l'attestation de non-recours susvisée confirmant l'obtention du caractère définitif du permis de construire modificatif visé à l'article 3 des présentes, les consorts MURE-LAURENT s'engagent à se désister purement et simplement de leur action et leur instance présentées devant le Tribunal administratif de LYON. Le conseil des consorts MURE-LAURENT transmettra à Monsieur GILLET copie du mémoire en désistement ainsi que l'avis automatique de dépôt qui lui sera délivré.

4°) Dans les 15 jours suivant la transmission du désistement par les consorts MURE-LAURENT, Monsieur GILLET et la commune devront adresser au Tribunal administratif de LYON un mémoire prenant acte et acceptant ce désistement et corrélativement se désisteront de l'ensemble des demandes qu'ils auraient pu former au titre de l'article L761-1 du Code de justice administrative. Ces derniers adresseront au conseil des Consorts MURE-LAURENT copie de cette acceptation de désistement ainsi que l'avis automatique de dépôt qui leur sera délivré.

5°) Dans les 6 mois de la signature des présentes la commune s'engage à faire réaliser un fossé de 80 cm de profondeur et d'un mètre de largeur minimum le long de la route communale dans les conditions précisées à l'article 4.

<u>ARTICLE 7</u> - CONSENTEMENT

Les parties reconnaissent que les conditions arrêtées aux termes du présent protocole transactionnel font suite à des discussions amiables et traduisent parfaitement leur consentement libre et éclairé.

Les parties déclarent avoir bénéficié, au moment de la signature du présent protocole transactionnel, du temps de réflexion nécessaire à l'appréciation de la portée et de la nature des engagements qui y sont stipulés.

En cas de refus du permis modificatif par le Maire de SAINT-VINCENT DE BOISSET et/ou de recours à l'encontre de ce dernier conduisant à son annulation, les parties s'obligent de bonne foi à envisager de nouvelles négociations dans un contexte où il est constant que la lésion alléguée par les consorts MURE-LAURENT procède principalement de l'inondation de leur terrain à raison de la proximité du bassin d'orage situé sur la parcelle de Monsieur GILLET et de son alimentation par les eaux de pluies captées depuis les toitures des stabulations.

ARTICLE 8 - TRANSACTION

Sans valoir reconnaissance du bienfondé des prétentions des parties, le présent protocole transactionnel, dans le cadre duquel des concessions réciproques ont été faites, est établi conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil relatifs à la transaction – en particulier de l'article 2052 dudit Code – et fait en conséquence définitivement obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice et de toute prétention en relation avec le différend tel que visé en préambule.

Le présent protocole transactionnel, qui a été librement et volontairement négocié par les parties, exprime l'intégralité des obligations des parties au jour de sa signature et chaque partie se reconnaît intégralement remplie de ses droits et déclare qu'elle n'a aucune autre prétention à soulever dans le cadre du règlement du différend.

ARTICLE 9 – INDIVISIBILITÉ

Compte tenu des concessions réciproques que les parties se sont consenties au titre du présent protocole, les clauses de celles-ci ont un caractère indivisible y compris l'exposé préalable.

ARTICLE 10 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entre en vigueur au jour de sa signature par l'ensemble des parties.

ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le présent protocole transactionnel est soumis au droit français et à la compétence du Tribunal Judiciaire de SAINT-ÉTIENNE.

ARTICLE 12 – HOMOLOGATION

Le présent protocole, pourra être soumis à homologation auprès du Tribunal judiciaire de SAINT-ÉTIENNE à la requête de la partie la plus diligente.

Il sera alors exécutoire au seul vu de la minute.

ARTICLE 13 – ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions de l'article L600-8 du Code de l'urbanisme, il est rappelé que les consorts MURE-LAURENT devront procéder à l'enregistrement du présent protocole d'accord dans le délai d'un mois suivant sa signature en application des dispositions de l'article 635 du code général des impôts.

ARTICLE 14 – ANNEXES

Le présent protocole d'accord transactionnel comporte les annexes suivantes :

- ***Annexe 1 : Carte nationale d'identité des consorts MURE-LAURENT***
- ***Annexe 2 : Carte nationale d'identité de Monsieur GILLET***
- ***Annexe 3 : Délibération autorisant le maire à signer le protocole***
- ***Annexe 4 : Arrêté de permis de construire du 17 mai 2024***

- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.**

3. Élimination des ouvrages de la bibliothèque

Vu le code des communes et notamment l'article L.122-20,

Considérant qu'un certain nombre de documents en service depuis plusieurs années à la bibliothèque de Saint-Vincent-de-Boisset sont dans un état ne permettant plus une utilisation normale, doivent être réformés,

Monsieur le Maire propose de définir une politique de régulation des collections de la bibliothèque municipale et de définir les critères et modalités d'élimination des documents n'ayant plus leur place au sein des collections. A cet effet, il suggère :

- Pour les ouvrages en mauvais état physique (lorsque la réparation s'avère impossible ou trop onéreuse) ou dont le contenu est manifestement obsolète, de les détruire et, si possible, de les valoriser comme papier à recycler ;
- Pour les exemplaires dont le nombre est trop important par rapport aux besoins : les ouvrages seront proposés à des institutions qui pourraient en avoir besoin (hôpitaux, maisons de retraite, associations humanitaires ou caritatives) ou vendus lors d'une braderie dont les bénéfices serviront à racheter des livres neufs ou des éléments ayant rapport avec la lecture (boîte à livres par exemple).

Dans tous les cas, l'élimination des ouvrages sera constatée par un procès-verbal mentionnant le nombre d'ouvrages éliminés et leur destination, auquel sera annexé un état des documents éliminés comportant les mentions d'auteur, de titre et de numéro d'inventaire ; cet état pouvant se présenter soit sous forme de paquets de fiches, soit sous forme d'une liste.

Monsieur le Maire rappelle la procédure :

- Retirer les livres des rayonnages et évaluer le document,
- Faire disparaître les exemplaires de la base informatique,
- Matérialiser ce pilon sur le document : rayer ou enlever le code-barre, supprimer tous les tampons de propriété ou annotations personnelles.

Ouï cet exposé, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Décide la mise à réforme de 132 documents cités en annexe,**
- **Dit que ces documents seront cédés gratuitement, vendus ou pilonnés.**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente.**

Monsieur le Maire en profite pour remercier les bénévoles de la bibliothèque, notamment pour l'ouverture d'un créneau horaire supplémentaire, le samedi matin, depuis la semaine dernière.

4. Renouvellement de la convention d'adhésion au Service d'Assistance à la Gestion Énergétique du Syndicat Intercommunal des Énergies de la Loire

Considérant que la commune peut délibérer pour demander au SIEL-TE Loire de l'assister dans la gestion énergétique de son patrimoine,

Considérant que l'adhésion à cette compétence est prise pour une période de 6 ans minimum, et qu'à l'issue de cette période, l'adhésion est prise pour une durée annuelle par tacite reconduction,

Considérant que le montant de la contribution que la collectivité s'engage à verser annuellement au SIEL-TE Loire s'élève à 972 €,

Considérant que cette contribution est révisable chaque année, selon le tableau annuel des contributions du SIEL-TE Loire, en tenant compte du pourcentage d'évolution du glissement vieillesse technicité « effet de carrière » des agents du service SAGE,

Considérant que ce montant est versé au SIEL-TE Loire au cours du premier semestre de l'année considérée, et qu'à défaut de paiement dans le délai de trente jours, à réception du titre de recette, il sera appliqué des intérêts moratoires au taux légal en vigueur,

Considérant que dans le cadre de la compétence optionnelle « SAGE », le SIEL-TE Loire propose un ensemble de modules complémentaires nécessitant une délibération et impliquant un coût supplémentaire,

Ces modules sont :

- Télégestion ;
- Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) Bâtiment & Énergie ;
- Accompagnement au contrat d'exploitation et de maintenance avec intéressement aux économies d'énergie ;
- Accompagnement au décret tertiaire / OPERAT,

Considérant que le détail des prestations, les conditions d'intervention du SIEL-TE Loire et la répartition des rôles entre le SIEL-TE Loire et la collectivité sont explicitées dans la convention annexée à la présente délibération,

Ouï cet exposé, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Refuse d'adhérer au service d'assistance à la gestion énergétique mis en place par le SIEL-TE et décrit ci-dessus,**
- **Dit que l'actuelle convention sera dénoncée d'ici le 31 octobre 2025 avec effet au 31 décembre 2025,**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente.**

5. Subvention exceptionnelle à l'association Soupe au caillou

Monsieur le Maire informe que quelques adolescents de l'association Soupe au Caillou, en recherche de financements pour leurs activités, ont effectué, les 10 et 16 juillet, des petits travaux d'entretien sur la commune : rénovation des bancs de la cour du haut de l'école et nettoyage des chaises de la Grange de la Chamary. Cette opération pourra être renouvelée. En effet, elle sensibilise les adolescents au respect du mobilier urbain et libère les agents techniques de ces menus travaux.

Ainsi, Monsieur le Maire propose d'allouer à l'association, une subvention exceptionnelle de 400 € et précise que l'association a signé la charte d'engagement républicain le 06 janvier 2025.

Ouï cet exposé, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Décide de verser à l'association « Soupe au Caillou », une subvention exceptionnelle de 400 €,**
- **Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.**

6. Roannais Agglomération – Rapport d'activités 2024

Monsieur le Maire présente le rapport annuel de l'activité 2024 de Roannais Agglomération.

Ouï cet exposé, après avoir consulté ledit rapport et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Prend acte de la présentation du rapport d'activités 2024 de Roannais Agglomération.**

7. Point sur les différentes commissions municipales et intercommunales

Animations sociales :

Saint-Vincent en fête : Karine MATHEY indique qu'il y a eu un peu plus de monde qu'habituellement sur les stands lors de l'après-midi. Beaucoup d'associations étaient présentes tant pour partager leur activité que pour participer à l'installation et au démontage ou rangement des équipements. 170 repas ont été vendus, quelques repas ont dû être refusés. Grâce à l'extension de la salle de sports, la vaisselle a été lavée sur place. Pour plus de praticité, l'évier pourrait être décalé de 50 cm. La structure gonflable a été bien appréciée par les plus jeunes. Enfin, concernant le bilan financier, le résultat est déficitaire à hauteur de 1 978 € : dépenses nettes de 1 785 € pour le feu d'artifice et 400 € pour le groupe musical), bilan bénéficiaire de 206 € pour les repas (résultat net des repas commandés et des sommes collectées). Ce bilan sera prochainement partagé avec les associations.

Bibliothèque municipale : Quelques nouveautés, achetées auprès de la librairie Un monde à soi, sont venues agrémenter les rayons.

Vie scolaire : 91 élèves composent l'effectif de l'école cette année contre 98 l'an dernier. Comme dans de nombreuses écoles, les effectifs sont en baisse. Les travaux de renaturation de la cour ont été bien appréciés, tant par les enseignantes, les animateurs de la SAC que par les élèves. Karine MATHEY ajoute qu'il a été accepté que Perrine soit remplacée pendant les 6 demi-journées d'absence au cours desquelles elle va suivre une formation dans le cadre de son emploi à la Soupe au caillou.

Travaux :

Renaturation de la cour de l'école : Quelques finitions restent à réaliser : le préau de l'école sera habillé et protégé avec du lambris bois. Les 3 arbres prévus au marché seront plantés à l'automne, durant la première semaine des vacances de la Toussaint. Des photos seront transmises à EIFFAGE concernant certaines dalles engazonnées qui n'ont pas pris. Il est demandé d'installer un détecteur solaire à l'entrée de l'abri de jardin. Jacques SERRAILLE souligne l'appui sérieux et précieux de l'architecte Régis COMBE au vu du montant a minima de ses honoraires.

Fuite d'eau à la bibliothèque : Le problème, récurrent, qui concerne une fuite dans le faux-plafond, a été vu avec un agent du service technique, une solution sera prochainement mise en œuvre.

Voirie : L'entreprise EUROVIA interviendra à compter du lundi 20 octobre pour une durée de 15 jours, afin de conduire le programme de réfection des voiries 2025 : la route des hauts de St Vincent et le Chemin des Rainettes. Un courrier ou mail d'informations sera adressé aux riverains.

Cimetière : L'entreprise PONTILLE interviendra à compter de mi-novembre pour 15 jours de travaux, pour l'engazonnement des allées du cimetière.

Douves : L'entreprise CHARTIER doit intervenir dans le courant du mois pour reprendre les murs des douves suite aux problèmes de jointage constatés à l'issue des travaux de rénovation.

8. Questions diverses

Don d'organes : Des flyers ont été distribués sur le stand de la manifestation Saint-Vincent-en-fête, samedi. Les affiches qui restent seront apposées sur les panneaux d'affichage du parking de la mairie et de l'école. Patrick PEDRINI rappelle la journée mondiale du 17 octobre où une cérémonie sera organisée à Saint Vincent de Boisset. L'horaire n'est pas encore déterminé. Un arbre sera planté à cette occasion. Patrick PEDRINI remercie Delphine COLLANGETTE pour ses recherches et prises de contact avec les associations qui œuvrent pour cette cause et termine en rappelant qu'il est important de sensibiliser ses proches sur le souhait d'être donneur d'organes car ce sont eux qui ont le dernier mot.

Éclairage public : Les derniers candélabres (secteurs école et Acacias) ont été remplacés et sont désormais en éclairage LED.

Terrain multisports : A l'aide d'une présentation Powerpoint, Monsieur le Maire rend compte de sa visite avec Jacques SERRAILLE et Patrick PEDRINI à Pont-du-château, pour visualiser un terrain multisports installé en mai, identique à celui envisagé en remplacement de l'actuel city-stade. En globalité, l'espace mesurerait 19 x 23 mètres et sera à destination des familles. Tous les poteaux étant pré-percés, les configurations sont multiples et évolutives. Une commission Aménagement sera programmée pour notamment entériner la nature du sol (enrobé ou gazon synthétique) et le type de structure envisagé. Monsieur le Maire indique, qu'après avoir effectué un point budgétaire, la dépense est possible cette année. Pour rappel, cet aménagement avait été inscrit au budget 2025. En conséquence, il souhaite que les travaux puissent avoir lieu avant la fin du mandat actuel.

Festival Lundika : Lionel GIRAUD rend compte du premier festival de musique organisé début juin. 796 personnes ont été accueillies sur le site avec 653 entrées payantes, 124 entrées gratuites pour les enfants et 19 entrées gratuites offertes aux partenaires de l'évènement. Si la manifestation est déficitaire à hauteur de 4 670 € (Recettes de 21 330 € et dépenses pour 26 000 €), ce résultat a été compensé par les 16 000 € de trésorerie de l'association. Pour une première, ce festival a nécessité beaucoup d'investissements tant financiers qu'humains. L'idée serait de réitérer tous les deux ans et sur deux jours, le second Lundika'fest est fixé aux vendredi 04 et samedi 05 juin 2027. Lionel fera suivre un compte-rendu écrit.

Entreprise DANSARD : Monsieur le Maire rend compte de l'échange téléphonique qu'il a eu avec Dominique DANSARD qui a mal vécu la fin de son entreprise. Pour rappel, elle avait été rachetée mais les investissements promis n'ont pas été tenus. Les murs appartiennent au groupe qui a racheté la société Dansard, mais la personne qui avait contacté la municipalité il y a 2 ans ne fait plus partie du groupe. Monsieur le Maire rappelle qu'une convention a été signée avec EPORA pour travailler à la requalification de cette friche industrielle. Il ajoute que, quelles que soient les modalités de vente, la commune peut faire jouer son droit de préemption. D'ici là, une demande d'estimation sera formulée auprès du service du Domaine.

Signalisation routière : Ingrid BEAUJEU indique que le cédez le passage depuis la route de la Mairie sur la route départementale 27 est dangereux, un stop serait plus adapté. Monsieur le Maire précise que c'est le département, et non la commune, qui est maître en matière de signalisation routière sur les voiries départementales.

Taille des haies : Lionel GIRAUD relève que beaucoup de haies privées nécessitent d'être taillées car empiétant fortement sur le domaine public. Monsieur le Maire indique que tous les foyers qui ont été repérés par les services de la commune et/ou les élus ont déjà été sensibilisés pour leurs obligations et relancés par courrier.

Prochaines élections municipales : Elles auront lieu les dimanches 15 et 22 mars 2025.

DCM2025-31	Protocole d'accord transactionnel avec les consorts MURE-LAURENT et Monsieur Loïc GILLET	
DCM2025-32	Élimination d'ouvrages de la bibliothèque	
DCM2025-33	Renouvellement de la convention d'adhésion au service d'assistance à la gestion énergétique du syndicat intercommunal des énergies de la Loire	
DCM2025-34	Subvention exceptionnelle à l'association Soupe au caillou	
DCM2025-35	Roannais Agglomération – Rapport annuel d'activités 2024	

Le secrétaire de séance, **Le Maire,**

Virginie CUOQ **Hervé DAVAL**

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 23h00.